

tique extérieure est «l'extension à l'étranger des politiques nationales». L'ensemble d'études dont se compose cette revue ne constituait pas seulement la «stricte réévaluation» des politiques étrangères du Canada promise par M. Trudeau durant la campagne électorale de 1968; il représentait aussi un essai de dialogue avec le public canadien, visant à assurer de sa part une meilleure compréhension et une plus grande participation.

Cette série de documents accusait toutefois une importante lacune, soit l'absence d'une étude sur les relations canado-américaines. Au dire des porte-parole du ministère des Affaires extérieures, le sujet était trop vaste et complexe pour être abordé en un seul document; de toute façon, il en était fréquemment question dans les autres études. On a également fait valoir le danger pour le gouvernement de s'engager ainsi à l'avance à l'adoption de méthodes et d'objectifs précis. Mais cette argumentation restait douteuse en raison du but que se proposait le gouvernement d'intéresser le public aux questions de politique étrangère et, plus particulièrement, à cause de l'importance des relations canado-américaines dans la vie quotidienne des Canadiens. On décida donc de combler cette lacune.

Ce document est essentiellement l'œuvre des fonctionnaires intéressés. Dans la préparation de la version finale, M. Sharp a bénéficié des conseils et de l'aide de ses collègues du Cabinet et de ses fonctionnaires. N'ayant toutefois pas reçu la sanction officielle du Cabinet avant sa publication, le document a dû prendre la forme d'une déclaration du secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Cela est à regretter, vu qu'il est impossible de le considérer comme une déclaration de politique gouvernementale et qu'un successeur éventuel de M. Sharp pourrait de désavouer. Par contre, nous savons qu'il s'agit d'une déclaration soigneusement étudiée par le ministre et les spécialistes de son ministère.

Soulignons maintenant un autre aspect de la parution de cet article. S'il y a lieu de se réjouir de ce que le gouvernement ait diffusé au public cette analyse d'un sujet important, il est encore plus impressionnant de noter qu'il a également consenti à ce qu'elle soit commentée de l'extérieur dans une publication officielle. Une telle décision, presque sans précédent, est de bon augure pour l'exercice de la démocratie dans le secteur de la politique étrangère canadienne. Toutefois, le succès de cette tentative ne peut être assuré que si les intéressés, fonctionnaires et analystes de l'extérieur, présentent avec franchise et les faits et leurs points de vue; autre-

ment l'échange tournerait facilement au simulacre.

Objectifs limités

Il faut regretter que les objectifs définis par M. Sharp soient si limités. L'article scrute la nature des relations canado-américaines pour ensuite exposer trois options ou «orientations» politiques possibles que le Canada pourrait adopter à court terme. Pour éviter apparemment toute suggestion d'engagement politique, même toute précision officielle de problèmes particuliers, le langage employé est prudent au point d'être évasif. Par exemple, bien que l'auteur (les auteurs) favorisent clairement la troisième option, cette préférence n'est jamais nettement exprimée. L'article emprunte largement le ton, même le contenu, d'un exercice de réflexion intellectuelle, ce qui en rend la lecture plutôt frustrante pour ceux qui sont habitués à tirer des conclusions fermes de faits précis.

Autre conséquence du caractère abstrait de cet article, il n'y est question ni de problèmes politiques précis, ni de stratégies permettant de les aborder. Or, s'il existe des relations réciproques qui ne peuvent s'étudier que par le détail, ce sont bien les relations canado-américaines. A cette critique, on pourrait répondre qu'il faut d'abord tracer les arcs de politique générale, et que les attitudes comme les stratégies de politiques particulières en découleront.

Par contre, comment choisir entre ces trois options sans en connaître les répercussions pratiques, ce qui est le réel souci des Canadiens? Tout comme M. Sharp et ses conseillers, le public canadien penche peut-être en principe vers la troisième option, préconisant une plus grande indépendance vis-à-vis des États-Unis; il voudra néanmoins connaître le coût d'une telle option. En outre, ceux qu'intéresse vivement la diplomatie canado-américaine voudront savoir, avant de choisir comment chaque option doit se réaliser exactement, quelle sera la réaction probable des Américains, et comment on se propose d'y répondre. De toute évidence, on ne saurait logiquement procéder au choix d'une option

Professeur de relations internationales et directeur du Centre d'études canadiennes à l'École d'études internationales avancées de l'Université Johns Hopkins, M. Thomson est l'auteur d'ouvrages et d'articles qui traitent du Canada et des relations canado-américaines. Son livre le plus récent (en collaboration avec Roger Swanson) s'intitule: Canadian Foreign Policy: Options and Perspectives.

